

Objet du marché

Plouhinec – Le Magouero – PH2 Bis

Déconstruction d'un composant.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(C.C.T.P.)

## **DISPOSITIONS GENERALES**

### ARTICLE DG1. - PRESENTATION DE L'OPERATION

#### **1.1. - Objet de l'opération**

Le projet a pour objectif la déconstruction d'un petit bâtiment situé sur la commune de Plouhinec. Ce composant est présent dans la zone Natura 2000.

#### **1.2. - Description sommaire des ouvrages**

Les travaux à réaliser comprennent les prestations suivantes :

- Déconstruction du bâtiment ;
- Dépose de l'installation électrique et du réseau électrique ;
- Travaux de désamiantage ;
- Remise en état du terrain.

### ARTICLE DG2. - DOCUMENTS

#### **2.1. - Documents techniques applicables au marché**

##### 2.1.1. - Documentation spécifique du présent marché

- Le présent CCTP et les documents cités ;
- Le mémoire technique.

##### 2.1.2. - Documentation générale

Les normes applicables : elles sont citées dans les textes correspondant aux matériaux ou aux procédés utilisés.

#### **2.2. - Plans et document joints au marché**

Il sera fourni :

- Annexe 1 : Plan de situation M\_EI\_ACT ;
- Annexe 2 : Plan de façade F\_SU\_ACT ;
- Annexe 3 : Plan 3D du composant P\_01\_ACT ;
- Annexe 4 : Plan de niveau N\_00\_ACT ;
- Annexe 5 : Photos B\_00\_ACT ;
- Annexe 6 : Diagnostic Amiante ;
- Annexe 7 : annexe désamiantage ;
- Annexe 8 : Diagnostic Plomb ;
- Annexe 9 : Diagnostic Faune.

### ARTICLE DG 3. - ORGANISATION ET INSTALLATION DE CHANTIER

Le titulaire du présent marché est responsable de l'organisation, de la sécurité et de l'hygiène du chantier dans les conditions définies au C.C.T.P.

Le titulaire du présent marché prendra à sa charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations de chantier.

### ARTICLE DG 4. - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES ET DE LA ZONE DE CHANTIER

### ARTICLE DG 5. - PRESCRIPTIONS GENERALES

#### **DG 5.1. - Observations du titulaire**

Le marché comprend tous les travaux et fournitures nécessaires à l'exécution parfaite et conforme aux règles de l'art des ouvrages tels qu'ils résultent soit des indications mentionnées simultanément au présent C.C.T.P. et sur les plans joints, soit seulement des indications mentionnées sur l'un ou l'autre des documents.

L'entrepreneur est, en outre, tenu de signaler toutes erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait déceler dans les pièces qui lui sont remises et cela au plus tard quinze (15) jours avant la date de remise des offres. L'entrepreneur devra se renseigner auprès du maître d'œuvre pour tout ce qui, dans le texte du présent C.C.T.P., lui paraîtrait peu explicite.

**Les travaux n'ayant pas fait l'objet d'une réserve écrite préalable ne pourront entraîner une plus-value.**

#### **DG 5.2. - Réservations - Percements - Scelllements**

Les réservations et percements au présent CCTP sont dus.



**DG 5.3. - Protection des matériels en place**

Le matériel restera en place lors de l'exécution des travaux. De ce fait, toutes les dispositions devront être prises pour assurer une protection efficace du matériel en place lors de la dépose d'éléments.

**DG 5.4. - Travaux**

Les entreprises devront impérativement s'adapter aux horaires d'ouverture et de fermeture du site. Néanmoins, l'entrepreneur reste responsable de l'enceinte de son chantier et des installations communes. Au terme de chaque journée, il devra assurer leur fermeture.

Les horaires du site sont les suivants :

- 8H00 – 17H30 (avec une pose méridienne réglementaire)
- Du lundi au vendredi.

**DG 5.5. - Accès au site**

L'accès au site ne nécessite pas d'autorisation particulière.

**ARTICLE DG 6. - DOCUMENT A FOURNIR**

Le présent paragraphe définit le contenu et la forme des documents qui seront fournis par l'entrepreneur après exécution des travaux.

L'ensemble de ces documents sera regroupé au sein d'un dossier dénommé DOE (Dossier d'Ouvrage Exécuté).

Les différents bordereaux de suivi des déchets.

## Généralités

### **ARTICLE 1 – OBJECTIF :**

L'objectif principal de ce marché est la déconstruction d'un petit composant nommé PH2 Bis situé sur la commune de Plouhinec au lieu-dit La Sablière.

Les travaux consistent à déconstruire ce bâtiment et déposer les réseaux existants.

A l'issue des travaux, le terrain sera remis en état.

Les travaux à réaliser comprennent notamment :

- Les enquêtes nécessaires à la connaissance des constructions et réseaux existants ;
- La fourniture et mise en place d'une clôture provisoire et d'un panneau réglementaire de chantier ;
- La protection des abords et ouvrages publics conservés ;
- La dépollution ;
- Les travaux de déconstruction (démantèlement préalable en vue de l'isolement de tous les matériaux réputés non inertes au titre de la nomenclature des déchets) ;
- Le désamiantage ;
- Les travaux de démolition des ouvrages concernés ;
- Le recyclage in situ des bétons et matériaux inertes triés de démolition ;
- L'évacuation sélective des matériaux, vers les centres de traitement, d'enfouissement ou de recyclage adaptés.
- Les travaux de remise en état ;
- La fourniture du D.O.E.

### **ARTICLE 2 – SITUATION ET CONTRAINTES :**

Ce composant est situé sur le site Grand site de France Gâvres Quiberon. Nous sommes sur un site Natura 2000, ZNIEFF et classé.

La période de travaux autorisée, est entre les mois de septembre et de mars.

En conséquence, les travaux de déconstruction devront être terminés **avant fin mars 2025.**

### **ARTICLE 3 – PRESENTATION DU COMPOSANT :**

Nous sommes sur un bâtiment d'un niveau d'une surface de l'ordre de 35 à 36 m².

Il est construit sur une dalle en béton d'une superficie de l'ordre de 78 à 79 m².

L'épaisseur totale de la dalle n'est pas connue, mais elle est supérieure à 40 cm.

Le composant est composé :

- Mur en béton ;
- Charpente bois ;
- Toiture en fibrociment ;
- Présence de cloisons intérieures et d'un plafond suspendu amianté ;
- Présence d'un tableau électrique et d'un évier.

Ce composant est raccordé électriquement depuis le bâtiment PH2. Celui-ci est situé à moins de 100 m de distance.

Le réseau électrique est enterré.

Le tableau électrique du PH2 Bis n'est plus raccordé électriquement.

Attention, le diagnostic amiante montre la présence d'amiante. En revanche, celui du plomb ne montre pas de présence de plomb.

### **ARTICLE 4 – PREPARATION, NETTOYAGE, SECURISATION :**

Dans le cadre de la spécificité de ses moyens, l'Entrepreneur établit le rapport d'impact des travaux (incidences des démolitions, périmètre de sécurité, dispositifs de protection).

En préalable à toute intervention sur des ouvrages existants ou à proximité, l'entreprise doit prendre toutes les dispositions et procéder à toutes études, sondages, nécessaires à la bonne tenue des dits ouvrages. Il doit prendre toutes dispositions pour que son intervention ne mette pas en péril les installations et ouvrages conservés.

Pour tous travaux en mitoyenneté pouvant entraîner une gêne ou une détérioration quelconque aux voisins, l'entrepreneur fait son affaire de toute remise en état qu'il serait nécessaire d'effectuer.



L'entrepreneur intervenant en mitoyenneté est tenu responsable des désordres causés aux ouvrages avoisinants par l'exécution des travaux de son marché. Avant le début des travaux, il prend tous les renseignements nécessaires et exécute ses travaux, en conséquence.

Ces prestations impliquent les visites nécessaires, toutes les démarches concernant celles-ci étant effectuées par l'entreprise concernée qui doit s'assurer que tous les constats nécessaires, y compris ceux sur la voie publique ont bien été effectués

L'entrepreneur s'assure que les méthodes et matériels de démolition utilisés ne créent pas de gêne aux bâtiments avoisinants, (protection contre les vibrations, chocs, les ébranlements excessifs, la poussière, l'eau et les bruits de chantier excessifs, nettoyage systématique des abords, évacuation immédiate des produits de démolition, etc.).

L'entrepreneur doit notamment le nettoyage des voiries et voies d'accès au chantier, le maître d'ouvrage se réservant le droit de faire réaliser ce nettoyage aux frais du titulaire en cas de défaillance de l'entrepreneur, après mise en demeure.

La propreté du chantier sera constamment maintenue, le titulaire du marché aura la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins ainsi que des ouvrages existants jusqu'à la réception de l'ensemble des prestations.

La zone de chantier sera close et indépendante, la société devra donc prévoir une clôture de chantier sur l'ensemble de la zone à déconstruire, ainsi que les zones d'installation de chantier et de stockage de déchets.

#### **ARTICLE 5 – DECONSTRUCTION DU COMPOSANT :**

Cette opération de construction comprend :

- Une phase de curage préalable et de dépollution ;
- Une phase de désamiantage ;
- Une phase de déconstruction intérieure ;
- Une phase de démolition lourde et d'évacuation des matériaux ;
- La remise en état de la plate-forme.

L'ensemble du composant ainsi que la dalle, le réseau électrique enterré seront déconstruits et évacués.

#### **Partie électrique :**

Avant tous travaux de dépose de l'installation électrique, la société devra s'assurer que l'installation électrique du PH2 Bis a été déconnecté du TGBT du PH2.

Les travaux de dépose de l'installation électrique comprennent :

- La dépose de l'installation électrique du PH2 Bis, ainsi que le TGBT du composant ;
- La dépose du câble électrique de distribution situé entre les composants PH2 Bis et PH2 ;
- La dépose du réseau enterré situé sur la parcelle du bâtiment PH2 Bis ;

Nota : Dans le cas où il ne sera pas possible de déposer le câble électrique entre les 2 composants, il faudra créer un regard en limite de propriété. Le câble et le réseau enterrés sur la parcelle du bâtiment seront déposés.

#### **ARTICLE 6 – DESAMIANPAGE :**

Ces travaux liés à la présence d'amiante relèvent de la sous-section 3 du code du travail. Le personnel intervenant devra être titulaire de la formation des travailleurs exposés amiante conformément à l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante, modifié par arrêté du 20 avril 2015.

Cette prestation respectera l'annexe 7 (CCTP désamiantage).

#### **ARTICLE 7 – REMISE EN ETAT DU TERRAIN :**

Après les travaux de déconstruction, la société devra prévoir un nivellement du terrain.

#### **ARTICLE 8 – TRI SELECTIF - DOE**

L'Entrepreneur aura la responsabilité de tous les produits provenant des travaux, et de ses déchets d'emballage et consommables (ou résidus de consommable).

L'importance des déchets et la pénibilité de leur coltinage dans des circulations verticales nécessitent la mécanisation des acheminements de déchets jusqu'aux lieux de stockage avant évacuation vers les centres de traitement.

Le titulaire trie ses déchets. Il garantit le non-mélange des déchets pour chacun des conteneurs.

Le titulaire assure la traçabilité des déchets. L'Entrepreneur pèse ses déchets. L'entreprise doit tenir à jour un registre détaillant l'ensemble des évacuations du chantier :

- Il renseigne le tableau de suivi des déchets ;



- Le titulaire fournit et renseigne les Bordereaux de Suivi des Déchets de chantier; il leur attribue un numéro chronologique ;
- L'entreprise doit justifier de toutes les évacuations de matériaux par la production des bons de réception des centres de traitement.

La déconstruction et le tri sélectif des matériaux est réalisé en fonction des filières aval de traitement, et de recyclage qui ont été choisies pour le chantier.

Sont triés sélectivement au minimum :

- Les déchets inertes (DI) ;
- Les déchets dangereux (Amiante) ;
- Les déchets industriels banals autres que les emballages (DIB) ;
- Les emballages qui sont recyclés ;
- Les déchets industriels spéciaux (DIS).

Le tri sur ce chantier, doit permettre la séparation des matériaux ci-après :

En vue de recyclage :

- **Les déchets inertes IR** nobles « béton, parpaings » voués à être recyclés et stockés sur site pour une mise en œuvre ultérieure en fond de forme de chaussée ;
- **Les déchets inertes mélangés IRM** à de la brique (mais exempts de plâtre) destinés à être recyclés sur site en matériaux drainant pour espaces verts ;
- **Les déchets de bois** provenant de la déconstruction, voués à être recyclés en panneaux agglomérés ou agrégats de chaufferie industrielle ;
- **Les déchets de métaux** voués à recyclage ;
- **Les déchets de PVC** voués à recyclage ;
- **Les déchets de verre** voués à recyclage ;
- **Les déchets de plâtre** provenant de la déconstruction des cloisonnements et doublages en carreaux de plâtre ou plaques de plâtres fines ;
- **Les déchets verts** pour confection de plaquettes de couverture des espaces verts ;
- 

En vue de traitement spécifique ou de mise en Centre d'Enfouissement Technique :

- **Les déchets divers provenant de la déconstruction du second œuvre voués à être placés en CET de classe 2 ;**
- **Les déchets inertes en Mélanges (IRM)** non nobles, comportant une faible partie de plâtre destinés à être dirigés en CET de classe 3 ;
- **Les éléments en grès-émaillé** qui peuvent être acheminés en centre d'enfouissement de classe 3, ou vers un centre de recyclage, hors chantier ;
- **Les déchets DEEE** (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques), et **autres DIS** (déchets industriels Spéciaux) voués à un traitement spécifique par les filières autorisées.

A l'issue des travaux, la société devra transmettre le DOE avec l'ensemble des documents, bordereau de suivi des déchets et documents spécifique à une opération de déconstruction.